

**Extrait du registre des délibérations****du comité syndical****Séance du 7 juin 2022****Délibération n° C2022-031****Rémunération du PDG de la
SEM Energies en Finistère**

Nombre de délégués en exercice : 69
Nombre de délégués présents : 41
Nombre de pouvoirs : 6
Nombre de votants : 47

Le sept juin deux mille vingt-deux, le comité du Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère, convoqué le 31 mai 2022, s'est réuni à Quimper, à la salle des conférences du SDEF, sous la présidence de M. Antoine COROLLEUR, Président du syndicat.

Etaient présents :

Secteur d'ABERS/IROISE : François BIZIEN (Le Conquet), Gildas FOREST (Brélès), Joseph GALLIOU (Tréglonou), Georges GOURVENEC (Ploudalmézeau), Yves ROBIN (Porspoder), Roger TALARMAIN (Plouguin), Alexandre TREGUER (Landéda) - **Secteur du CAP SIZUN :** Rémy LE COZ (Plouhinec), René SOUBEN (Mahalon) - **Secteur du CENTRE :** Pierrot BELLEGUIC (Kergloff), Georges MORVAN (Scrignac), Denis SALAUN (Plonévez-du-Faou) **Secteur de CROZON-CHATEAULIN :** Joël BLAIZE (Plomodiern), Jean-Michel LEZENVEN (Argol) - **Secteur de LANDERNEAU-LESNEVEN :** Christophe BELE (Kernouës), Pierre-Victor CHARBONNET (Plounéour-Brignogan-Plages), Lionel GOBRY (Dirinon), Gérard LE MEUR (Pencran), André POSTEC (Logonna-Daoulas), Jean-Yves QUERE (Ploudaniel) - **Secteur de LANDIVISIAU/HAUT LEON :** Jean JEZEQUEL (Plougourvest), Hervé JEZEQUEL (Saint-Pol-de-Léon), Daniel LE SAINT (Sizun), Francis MOINE (Lanhoularnou) - **Secteur de MORLAIX :** François HAMON (Saint-Martin-des-Champs), Alban LE ROUX (Carantec) - **Secteur du PAYS BIGOUDEN :** Michel BUREL (Plovan), Cyril DROGUET (Plonéour-Lanvern), Stéphane LE DOARE (Pont-l'Abbé) - **Secteur de QUIMPER :** Laure CAMARO (Fouesnant), Thomas FEREC (Briec), Hervé HERRY (Ergué-Gabéric), Pascal LE GOFF (Plogonnec), Jean L'HARIDON (Landudal), René ROCUET (Saint-Evarzec) - **Secteur de QUIMPERLE/CONCARNEAU :** Alain PELIZZA (Saint-Yvi), Marie-José TOULLEC (Bannalec), **Collège des EPCI :** Michel JOURDEN (Pays d'Iroise Communauté), Pascal KERBOUL (Communauté de Lesneven Côte des Légendes), Denis MAO (Concarneau Cornouaille Agglomération), Jean-Louis BUANNIC, suppléant de Ronan CREDOU (communauté de commune du pays Bigouden sud)

Excusés : Patrick TANGUY (Le Juch), Michèle LALLOUET (Châteauneuf-du-Faou), Xavier BOREL (Le Faou), Marie-Claire HENAFF (Saint-Vougay), Nathalie BERNARD (Plougasnou), Gilles CREACH (Taule), François GIROTTO (Plouégat-Moysan), Christian LOUSSOUARN (Combrit), Alain DECOURCHELLE (Pluguffan), Jean-Louis BLOT (Névez), Patrick GLOUANNEC (Pont-Aven), Jacques RANNOU (Rosporden), Gilbert MIOSEC (Communauté de Communes du Pays de Landivisiau), Ronan CREDOU (Communauté de communes du Pays Bigouden Sud)

Assistaient en outre :

Services du SDEF : Jacques MONFORT, Emmanuel QUERE, Christian HENAFF, Morgane BOULIERE, Laurence LE VELLY,

Est élu secrétaire de séance : Pierrot BELLEGUIC

Antoine COROLLEUR, président du SDEF se retire de la salle pour le débat et le délibéré de ce point à l'ordre du jour.

Rémunération du PDG de la SEM Energies en Finistère

Délibération N° C2022-031

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1521-1 et suivants, et L.5711-1 pour les syndicats mixtes fermés

Vu l'article L.1524-5 alinéa 10 du CGCT précisant les modalités de rémunération des élus locaux agissant en tant que mandataires des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte

Vu la délibération de principe n° C2017-16 du comité du 30 janvier 2017, visée par la Préfecture le 20 mars 2017, préalable à la constitution d'une SEML

Vu la délibération de création de la SEM n° C2017-30 du comité du 31 mars 2017, visée par la Préfecture le 14 avril 2017

Vu la délibération n°C2017-63 du comité du 13 novembre 2017, visée par la Préfecture le 22 décembre 2017

Vu la délibération n°C2018-30 du comité du 30 mars 2018, visée par la préfecture le 30/03/2018.

Vu les statuts de la SEM Energies en Finistère,

M. Stéphane LE DOARE, premier Vice-président du SDEF expose à l'assemblée que la SEM Energies en Finistère a été créée le 30 mars 2018 avec pour objet social, l'acquisition, l'aménagement, la construction et l'exploitation de moyens de production, de valorisation et de distribution d'énergie ainsi que toute activité accessoire liée à la production d'énergie. Elle constitue, en particulier, un outil à la disposition des collectivités et autres acteurs publics locaux dans la mise en œuvre de leurs projets en faveur du recours aux énergies renouvelables, de la valorisation énergétique des matières et à la maîtrise de la en énergie. La société peut en outre réaliser ou apporter son concours à des actions ou opérations favorisant la maîtrise de l'énergie ou de nature à réduire le recours aux énergies fossiles. Des organismes bancaires que sont la caisse des dépôts et Consignations, le crédit Agricole du Finistère, la Banque Crédit mutuel ARKEA et la caisse d'Epargne de Bretagne participent au capital de la société qui est de 4 000 000€.

S'agissant de la création d'une société nouvelle dont l'activité démarrait, sur proposition du Président, le Conseil d'administration de la SEM avait décidé que le Président directeur Général ne serait pas indemnisé pour ces fonctions tant que les activités de la SEM ne généreraient pas de recettes.

Depuis la création de la Société, différentes activités se sont développées et la SEM porte de nombreux projets dans les différents domaines visés lors de sa création : photovoltaïque, éolien, petit hydraulique, stations GNV, etc...

Ces activités commencent à générer des recettes et au vu du développement de la SEM, il apparaît justifié d'indemniser le président directeur de la SEM.

Il est proposé de prévoir un montant de 1 000€ brut mensuel maximum étant précisé que cette rémunération sera équivalente à l'indemnité des Vice-présidents du SDEF actuellement de l'ordre de 630 € net.

Cette décision revient au Conseil d'administration de la SEM. Cependant, conformément à l'article L.1524-5 alinéa 10 du CGCT, il convient que l'assemblée délibérante précise les modalités de rémunération des élus locaux qui agissent en tant que mandataires des collectivités territoriales ou de leurs groupements au sein du Conseil d'Administration des sociétés d'économie mixte.

M. Stéphane LE DOARE, premier vice-président du SDEF, propose donc à l'assemblée qu'afin de valoriser son implication dans la gouvernance de la SEM, et compte tenu de la montée en charge de la structure, il est proposé à l'assemblée délibérante du SDEF de permettre au PDG de la SEM « ENERGIES EN FINISTERE » de percevoir une rémunération mensuelle.

Il est donc proposé d'autoriser une rémunération brute maximum de 1000€ mensuel au Président Directeur Général de la SEM ENERGIES EN FINISTERE.

Le comité, après en avoir débattu, à l'unanimité décide :

- d'autoriser une rémunération brute maximum de 1000 € mensuel pour le PDG en tant que PDG de la SEM ENERGIES EN FINISTERE.

**Pour extrait conforme au registre
Antoine COROLLEUR, Président du SDEF**